



**Institut Veblen**  
pour les réformes  
économiques

# L'économisme rampant des études comportementalistes (2) : de l'usage de l'épargne et de la monnaie

JEAN-MICHEL SERVET

Janvier 2016

## RÉSUMÉ

Les limites de l'économie comportementale sont particulièrement manifestes dans l'analyse des pratiques d'épargne et des usages de la monnaie dans les pays en développement et les économies émergentes. En témoigne une expérimentation menée récemment en Inde, où la généralisation du compte bancaire est censée réduire la pauvreté en éduquant les « pauvres » à des comportements financièrement et économiquement vertueux. Mais les pratiques financières et monétaires de ces « pauvres » sont bien plus sophistiquées que les préjugés économistes à leur égard. Le méconnaître débouche sur des préconisations qui risquent d'être invalidées aussitôt l'expérimentation terminée. Il est ainsi essentiel de saisir les jeux économiques et sociaux qui poussent les populations étudiées à « cloisonner » leurs dépenses et leur épargne sous des formes diverses, et à pratiquer des modes complémentaires d'illiquidité et de liquidité des ressources.

---

\* Professeur d'études du développement à l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement à Genève. Chercheur associé au CESSMA (Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques) de l'université Paris Diderot et de l'IRD ainsi qu'au Centre Européen de Recherche en Microfinance à l'Université libre de Bruxelles, Jean-Michel Servet est auteur de nombreux livres et articles sur les politiques d'inclusion financière, l'économie sociale et solidaire, et l'histoire de la pensée économique et financière. Il a publié notamment *La vraie révolution du microcrédit* (2015), *Les monnaies du lien* (2012), *Le Grand renversement* (2010), *Banquiers aux pieds nus* (2006), et *L'euro au quotidien* (1998), co-édité *The crises of Microcredit* (2015), *Le Marché autrement* (2015), *Une économie sans argent* (1999) et dirigé les rapports du Centre Walras « Exclusion et liens financiers ». Il est chercheur associé de l'Institut Veblen.

JEAN-MICHEL SERVET

**L'économisme rampant des études comportementalistes (2) : usages de l'épargne et de la monnaie**

JANVIER 2016

L'Institut Veblen œuvre pour une société où le respect des limites physiques de la planète va de pair avec une économie inclusive et plus démocratique. Il est soutenu dans cette mission par la Fondation Charles-Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme.

[www.veblen-institute.org](http://www.veblen-institute.org)



Institut Veblen  
38 rue St-Sabin  
75011 Paris  
Tel : + 33(0)143147575

## I. INTRODUCTION

Dans de nombreux pays en développement et émergents, les pouvoirs publics encouragent depuis quelques années les populations à ouvrir un compte dans une banque ou un établissement financier. Cette politique est actuellement particulièrement active en Inde, où le *People Money Scheme* a été lancé l'année dernière par le gouvernement de Narendra Modi. La démarche n'est exceptionnelle que par son ampleur : 18 millions de comptes ouverts en une semaine, plus de 155 millions en neuf mois. Des programmes similaires ont déjà été menés en Afrique du Sud, avec la *Mzansi Initiative* en 2004 (six millions de comptes ouverts en quatre ans)<sup>1</sup>, et en Colombie, avec le *Programa de Inversión Banca de las Oportunidades* en 2006. Ce mouvement mondial est activement soutenu par des fondations privées et des institutions financières internationales, notamment celles regroupées dans la coalition *Better than cash alliance*<sup>2</sup>, qui y voient une mesure clef de l'inclusion financière. Ce faisant, elles s'appuient sur les résultats de recherches en économie comportementale, des expérimentations très coûteuses<sup>3</sup>, financées bien souvent par les mêmes organisations.

Que valent au juste ces expérimentations dont la méthodologie est promue notamment par la Banque mondiale ?<sup>4</sup> Derrière les apparences d'une démarche empirique, on découvre bien souvent les préjugés de l'économisme et la négligence des réalités du terrain. Ce qui permet de douter de l'efficacité des politiques de développement proposées. Pour l'illustrer, on prendra ici un exemple récent, une expérimentation parmi les très nombreuses d'économie comportementale menées ces dernières années en Inde<sup>5</sup>. De multiples préjugés en font une étude typique des randomisations menées par les économistes comportementalistes : économisme sommaire de la caractérisation dite « psychologique » des comportements ; occultation de l'intrication des dimensions morale, historique, sociale, politique et économique dans les actions dites « économiques » ; croyance en la supériorité des preuves fournies par des tests plutôt que par des enquêtes et observations permettant de repérer les déterminants et les logiques des habitudes des populations ; ainsi que traitement de la monnaie comme si elle était un

<sup>1</sup> Voir sa présentation dans <http://www.cgap.org/blog/beyond-mzansi-account-south-africa-%E2%80%93-targeting-usage>. Document du CGAP du 19 octobre 2012.

<sup>2</sup> Le siège de la *Better than cash alliance* est à l'UN Capital Development Fund à New York. Il affiche le soutien de la Bill and Melinda Gates Foundation, de Citi Bank, de la Ford Foundation, de Master Card, d'Omidyar Network, de l'USAID et de Visa.

<sup>3</sup> En 2004, la Banque mondiale a chiffré entre 200 000 et 900 000 dollars le coût des expérimentations auxquelles elle a participé (données citées par Arthur Jatteau, 2013, *Les expérimentations aléatoires en économie*, Paris, La Découverte, p. 87).

<sup>4</sup> Voir « L'économisme rampant de la « nouvelle » économie comportementale. Une lecture critique du *World Development Report 2015* de la Banque mondiale », Jean-Michel Servet, note de l'Institut Veblen, novembre 2015.

<sup>5</sup> Cette réflexion s'appuie sur les travaux menés depuis 2002 au French Institute of Pondicherry sur l'inclusion financière en Asie du sud, dans le cadre du projet Microfinance in crisis soutenu par la Banque européenne d'investissement <http://www.microfinance-in-crisis.org/> et dans le cadre du projet 2015-2018 conjoint Université Sorbonne Paris Cité et SciencesPo Paris, *La financiarisation des économies domestiques* ([http://www.cso.edu/fiche\\_actu.asp?actu\\_id=1652](http://www.cso.edu/fiche_actu.asp?actu_id=1652)). Merci plus spécialement ici à Eveline Baumann, Cyril Fouillet, Isabelle Guérin, Solène Morvant-Roux, Marc Roesch, Hadrien Saiag, Patrick Saint-Sever et Wojtek Kalinowski pour leurs suggestions. Ce texte, critique des expérimentations comportementalistes, est une contribution à un ouvrage en cours de rédaction : *Le néolibéralisme à visage humain. Critique de l'économie comportementale*. Y sont analysés les liens entre le comportementalisme et le néolibéralisme au sens où Michel Foucault l'a défini.

bien analogue aux autres, dont les différentes formes seraient parfaitement substituables et dont l'usage produirait les mêmes effets.

Vincent Somville (du Christian Michelsen Institute, Bergen, Norvège) et Lore Vandewalle (du Centre Finance et Développement au Graduate Institute, Genève, Suisse)<sup>6</sup> ont ainsi étudié l'usage d'un compte de dépôt au sein de la population indienne<sup>7</sup>, et plus précisément l'usage d'une rémunération distribuée aux participants dans le cadre de cette expérimentation. L'étude a été menée entre l'automne 2013 et le printemps 2014<sup>8</sup> au Chhattisgarh, un État situé dans la partie centrale de l'Inde. Tout participant a reçu 150 roupies à l'issue de chaque interview hebdomadaire, soit 600 roupies par mois et 1500 roupies pour les trois mois qu'a duré l'expérimentation ; une somme appréciable pour des populations rurales du pays<sup>9</sup>. Les sommes ont été distribuées à un « échantillon » de population du Chhattisgarh, soit en billets physiques, soit sous forme d'écritures sur compte.

S'agit-il d'un « échantillon » représentatif de la population cible en termes d'âge, de sexe, de niveau revenu et de formation, d'appartenance de castes ? Somville et Vandewalle n'abordent pas la question, de sorte qu'on ne peut pas conclure quant au caractère typique ou atypique des comportements observés pendant l'expérimentation. Mais la principale faiblesse de l'enquête n'est pas d'ordre statistique ; plutôt, elle réside dans la façon même dont sont appréhendés les comportements d'épargne à partir de déterminants désignés par les auteurs de l'étude comme des éléments psychologiques. Ce qui peut être compris comme des contraintes économiques, sociales, morales ou culturelles liées aux milieux dans lesquels l'expérimentation a été menée joue au mieux le rôle de cadre et d'environnement. Ainsi qu'il est d'usage dans les tests comportementalistes, ce qui peut constituer autant de contraintes n'apparaît pas comme étant des déterminants fondamentaux des processus conduisant aux choix faits par les enquêtés. L'occultation de ces facteurs par Vincent Somville et Lore Vandewalle conduit à

---

<sup>6</sup> Vincent Somville, Lore Vandewalle, « Switching from cash to account-based transfers triggers savings among the poor », Vox, CEPR May 2015 [<http://www.voxeu.org/article/triggering-savings-among-poor>] Article paru dans Vox diffusé par le CEPR (Centre for Economic Policy Research). Voir aussi *Saving by Default: Evidence from a Field Experiment in India*, Geneva, The Graduate Institute of International Studies and Development (IHEID Working Paper no. 01-2015) <http://www.cmi.no/publications/publication/?5418=saving-by-default>.

<sup>7</sup> La recherche financée par The Research Council of Norway a été présentée au World Economic Forum le 11 mai 2015 (voir agenda WEF <https://agenda.weforum.org/people/vincent-somville/>). On peut noter que la synthèse de la recherche a été publiée par le CEPR [Centre for Economic Policy Research] dont les soutiens financiers viennent essentiellement d'institutions financières. Sur 50 organisations : 29 sont des banques centrales, 18 d'autres institutions financières et trois seulement n'ont aucun lien direct avec le monde bancaire et financier (voir la liste dans <http://www.cepr.org/content/supporters-cepr>). Quant au Centre Finance et développement à IHEID auquel appartient l'un des auteurs, il a été créé grâce au financement d'Ivan Pictet, qui a été un des principaux gestionnaires de fortune privée à Genève et est membre du conseil d'administration du troisième fonds suisse d'investissements à but lucratif en microfinance.

<sup>8</sup> De façon surprenante, les deux présentations de l'étude ne donnent pas la même indication quant au calendrier de l'étude qui a duré quatre mois. Pour la version courte du texte c'est de février à mai 2014 et pour sa version longue (p. 11) c'est d'octobre 2013 à janvier 2014. Faut-il supposer que l'enquête s'est de fait étalée sur une période plus longue et que pour ne pas avoir à envisager les conséquences de contraintes saisonnières de perception des revenus sur les budgets familiaux, elle a été présentée comme s'étant déroulée totalement dans la même période sur tous les lieux de l'enquête ? Une lecture fine de nombreuses expérimentations révèle ce qu'on peut considérer comme des redressements de données recueillies afin de les rendre cohérentes en supprimant des aléas supposés accessoires par ces chercheurs.

<sup>9</sup> Dans l'État de Chhattisgarh, le salaire minimum légal journalier pour un travailleur agricole en avril 2014 était fixé à 147 roupies selon <http://www.paycheck.in/main/salary/minimumwages/chhattisgarh/minimum-wages-in-chhattisgarh-w-e-f-april-1-2014-to-september-30-2014>. A noter que cette réglementation est loin d'être partout appliquée et que la rémunération peut être bien inférieure, la base de ce salaire étant de 20 roupies par jour...

des conclusions très générales mettant en avant une présumée psychologie des individus. Ce recours à un argument dit « psychologique » ne signifie pas que l'économisme ne prévaut pas, car lorsqu'on analyse les logiques d'action évoquées, elles lui sont totalement soumises. Les réactions des populations sont supposées inadaptées parce qu'elles ne correspondent pas aux normes des économistes et que sont sous estimés des facteurs socio-économiques localement prévalant. Pour ce qui est de la psychologie des populations, il est possible de considérer que les études menées jadis par certains ethnographes dans une perspective freudienne, ainsi Géza Róheim, conduisaient à la mise en avant de facteurs à la fois collectifs et personnels beaucoup plus pertinents<sup>10</sup> parce que s'appuyant sur le processus de construction des identités (incluant la durée de l'allaitement, les rapports à la nourriture, l'éducation à la propreté notamment). Leurs présupposés théoriques quant aux fonctions et aux usages de l'épargne et de la monnaie reflètent le préjugé d'une psychologie humaine décontextualisée pour laquelle ces fonctions et usages seraient universels.

Les enquêteurs observent que les bénéficiaires du programme reçoivent 1500 roupies sur leur compte et gardent en moyenne 420 roupies d'épargne ; ils présument que 1080 roupies ont été dépensées. Ils constatent également que ceux qui ont reçu la même somme en liquide dépensent plus et épargnent moins. Puisque le choix entre liquide et écriture sur compte est fait de façon aléatoire, le caractère plus ou moins dépensier des bénéficiaires ou le poids variable des dépenses contraintes ne peuvent pas expliquer la différence observée. Les auteurs l'attribuent exclusivement à l'usage fonctionnel du compte qui inciterait, par sa vertu propre, à ne pas consommer. Et la conclusion à la fois politique et pratique de l'expérimentation est que pour encourager l'épargne, il faut augmenter les écritures sur comptes au détriment des versements en liquide.

C'est un exemple typique de ces « petits coups de pouce » (*nudge*)<sup>11</sup> tant vantés par les économistes comportementalistes, conçus pour guider l'action de façon apparemment peu contraignante et peu chère, et permettant ainsi de modifier les habitudes des populations cibles dans un sens jugé positif : en l'occurrence, l'usage accru d'un compte dans une institution financière améliorerait la gestion des ressources par les pauvres, notamment leurs allocations inter-temporelles. Ces « coups de pouce » risquent cependant de rester sans effet puisqu'ils sont introduits dans un monde social bien plus complexe que ne l'imaginent les adeptes de l'économie comportementale. Dans le cas de l'enquête de Somville et Vandewalle, la critique se laisse résumer en trois points :

- Les auteurs présupposent que l'épargne dans un compte bancaire est de « meilleure qualité » que les autres formes d'épargne ;
- Ils ignorent les dimensions qualitatives de la monnaie en supposant que l'usage d'un avoir liquide est indifférent à la façon dont il a été perçu, aux raisons pour lesquelles il a été perçu ainsi qu'aux formes sous lesquelles il est conservé ;

<sup>10</sup> J'avais dans les années 1970 consacré une partie de mes recherches à ces auteurs. Voir Jean-Michel Servet, 1979, *Essai sur les origines des monnaies*, in : *Cahier Monnaie et financement* (Université Lyon II, Institut des Études Économiques) n°8, juin, p. 55 sq. Informations retravaillées et synthétisées dans J.-M. Servet, 2012, *Les Monnaies du Lien*, Lyon, PUL, p. 342-349.

<sup>11</sup> Sur les usages de celui-ci voir le site <http://nudges.org/tag/behavioral-economics/> créé à partir d'un ouvrage de Dean Karlan et Jacob Appel, *More Than Good Intentions: How a New Economics is Helping to Solve Global Poverty*, New York, Penguin, 2011.

- Ils négligent les effets des fluctuations des revenus dans le temps, pourtant très fortes parmi des populations vivant dans une économie largement informelle.

Autant d'hypothèses, ou plutôt de préjugés, qui nous éloignent de la réalité socioéconomique des lieux dans lesquels cette expérimentation a été menée<sup>12</sup> et qui biaisent les préconisations faites en matière de politique d'inclusion financière.

## II. ÉPARGNE ET ACCÈS À LIQUIDITÉ

Pour commencer par l'idée de la supériorité du dépôt sur un compte face à d'autres formes d'épargne, les auteurs ne fournissent aucun argument à son appui. Ils auraient pu comparer le dépôt bancaire avec l'épargne en biens physiques tels que métaux précieux, animaux ou céréales qu'ils qualifient de "risky assets". Des enquêtes menées plus au sud de l'Inde, au Tamil Nadu<sup>13</sup>, ont montré la prévalence de l'or parmi les épargnants, en particulier au sein des groupes les plus exclus dans le système des castes, les Dalits, un groupe quasiment sans accès aux biens fonciers. Leur exclusion de l'accès à la propriété de la terre les conduit très largement à épargner sous forme d'or<sup>14</sup>. On peut observer que sur les 179 000 tonnes d'or détenues dans le monde, 22 000 le sont en Inde, où ce métal précieux circule en grandes quantités notoirement pour les mariages. Étant donné que le pays compte chaque année au minimum cinq millions de mariages avec des dots de ce type, et qu'en moyenne une dot comprend 200 grammes d'or, cette demande d'or n'est pas vouée à disparaître<sup>15</sup>.

On peut donc légitimement se demander pourquoi l'or n'est pas reconnu par les auteurs comme une forme d'épargne à part entière, et pourquoi d'autres formes d'épargne en nature sont simplement exclues de l'analyse. Dans d'autres parties du monde, la fonction d'épargne est remplie par bien d'autres supports que les métaux précieux, notamment par

---

<sup>12</sup> Cette distance peut étonner dans la mesure où l'une des auteurs de l'étude, Lore Vandewalle, a soutenu à l'université de Namur en novembre 2011 une thèse de doctorat d'économie intitulée : *Microfinance in India: Socially Disadvantaged Groups, Organization, and Collective Action*. Un très bref résumé est présenté dans [http://dial.academielouvain.be/handle/boreal:105421?view=true&site\\_name=FUNDP](http://dial.academielouvain.be/handle/boreal:105421?view=true&site_name=FUNDP). Mais la consultation de cette thèse dans son intégralité est soumise à l'autorisation de son auteur.

<sup>13</sup> I. Guérin, J. Goedecke, B. d'Espallier, G. Venkatasubramanian, *Does microfinance fail in mobilizing savings from the poor? The social and cultural regulations of savings*, French Institute of Pondicherry, à paraître 2015. 100 % des ménages détiennent de l'or, soit 15 fois plus que ceux disposant d'un compte de dépôt.

<sup>14</sup> M. Roesch, O. Hélias, « La microfinance : outil de gestion du risque ou de mise en danger par surendettement ? », *Revue Autrepant*, n° 44, 2007, p. 119-140.

<sup>15</sup> L'Inde, au regard de la pyramide des âges, connaîtra entre treize et quinze millions de mariages en 2020-2022. Compte tenu de la quantité d'or détenue par ménage et des importations massives par le pays dues à ces usages, le gouvernement indien a pris en septembre 2015 des dispositions encourageant la population à déposer l'or dans les banques en échange de titres, permettant qu'avec le consentement des déposants le métal soit fondu et affiné. Bibhudatta Pradhan, Swansy Alfonso, 2015, « India's Modi moves closer to tapping gold hoard to cut imports », *BlombergBusiness*, September 9, 2015 [<http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-09-09/india-s-modi-moves-closer-to-tapping-gold-hoard-to-cut-imports>]. L'attachement à l'or physique fait qu'en un mois seulement un kilogramme d'or a été ainsi déposé et, face à cet échec spectaculaire, le gouvernement a incité les temples à convertir une partie de l'or qu'ils détiennent [<http://www.reuters.com/article/india-gold-temples-idUSKBN0TM1WH20151204>].

des animaux (des dindons au Mexique<sup>16</sup> et au Guatemala, des camélidés dans les zones andines, des porcs au Laos, au Cambodge et en Papouasie-Nouvelle Guinée, des zébus à Madagascar ou des moutons au Maroc<sup>17</sup> et dans la zone sahéenne<sup>18</sup>), par des briques (en Argentine<sup>19</sup>) ou encore par des sacs de ciment (au Congo démocratique dans les périodes de fortes hausses des prix). Les exemples abondent en effet à travers la planète.

Cette préférence constatée pour des biens physiques au détriment de la monnaie, et donc pour une certaine illiquidité<sup>20</sup>, n'est pas envisagée par les auteurs. Sans doute présument-ils la supériorité d'un dépôt monétaire dans une institution financière parce qu'ils pensent qu'il serait plus liquide, donc plus disponible qu'une épargne en nature ; disponibilité qui serait privilégiée par des populations supposées vivre sous la pression du court terme. La réalité est qu'en Inde, une épargne sous forme d'or apparaît parfaitement rationnelle, même d'un point de vue strictement économique : ce métal peut facilement être mis en gage dans un des *pawnshops* qui abondent dans le pays, et la confiance dans sa valeur est d'autant plus grande que les populations locales gardent en mémoire la période où son cours ne cessait d'augmenter. Compte tenu de l'offre et de la demande de ce métal, on peut le qualifier de bien quasi liquide. À cela s'ajoute le prestige social que confère, dans la société indienne, la possession des métaux précieux, en particulier de l'or.

De plus, l'épargne détenue sur un compte bancaire peut se révéler moins disponible que ne le supposent les auteurs de l'étude. Selon le lieu d'habitation et la distance à parcourir pour se rendre à une agence, certaines formes d'épargne en nature – ou plus encore en liquide – peuvent apparaître comme plus accessibles ou moins coûteuses<sup>21</sup>. Il est souvent plus facile et plus rapide d'aller chez un prêteur sur gage (*pawn broker*) que de se rendre à un guichet ; le temps d'attente est généralement beaucoup moins long et la proximité sociale plus forte.

L'or est aussi une forme d'épargne plus « discrète », et permet donc à son détenteur de se prémunir contre des sollicitations de ses proches. *A contrario*, il est difficile de ne pas être vu en se rendant dans une agence bancaire ou de microfinance, quand ce ne sont pas les bavardages du guichetier qui révèlent à l'entourage les montants déposés.

---

<sup>16</sup> Leur rôle est bien analysé dans Solène Morvant-Roux, 2006, *Processus d'appropriation des dispositifs de microfinance : un exemple en milieu rural mexicain*, Thèse en sciences économiques, université Lumière Lyon 2.

<sup>17</sup> I. Guérin, S. Morvant-Roux, M. Roesch, J.-Y. Moisseron, P. Ould-Ahmed, 2011, *Analyse des déterminants de la demande de services financiers dans le Maroc Rural*, Série Analyse d'impact n°06, Juillet 2011, Paris, AFD Département de la Recherche, p. 32-33, 40.

<sup>18</sup> J. M. Servet (ed.), 1995, *Épargne et liens sociaux*, Paris, CDC. Marguerite Dupire dans *L'organisation sociale des Peul* (Paris, Plon, 1976) a montré une division des troupeaux entre animaux destinés à payer l'impôt, ceux pour verser la dot notamment et une répartition de leur propriété au sein de la famille entre ceux des époux, du chef de groupe familial, des enfants, avec des règles particulières pour l'appropriation du lait. Dans le cas des animaux, on observe dans un grand nombre de sociétés des relations complexes faisant que leur détenteur peut avoir l'obligation de donner ou de prêter un animal (notamment pour la reproduction). Cela fait que l'on peut parler, quand c'est le cas, de droits communs subsumant en partie les droits personnels. Cette épargne sur pied n'est pas alors uniquement individuelle. Si l'on transpose cela à la monnaie, les contraintes collectives pesant sur l'épargne de chacun peuvent expliquer en partie aussi le succès des tontines, permettant à leurs membres de se déclarer en situation d'illiquidité et d'échapper de la sorte aux sollicitations de leur entourage.

<sup>19</sup> Hadrien Saiag, 2011, « Les pratiques financières des milieux populaires de Rosario (Argentine) à l'aune du démantèlement du rapport salarial fordiste », *Revue française de socio-économie*, n°8, p. 9-30.

<sup>20</sup> Elle est une des hypothèses au cœur des analyses développées dans J.-M. Servet (ed.) 1995, *Épargne et liens sociaux*, Paris, CDC.

<sup>21</sup> L'expérimentation a été faite de telle façon que le temps et le coût de déplacement soient quasi nuls.

Enfin, le fait que l'épargne « en nature » ou en liquide puisse se réaliser à travers des réseaux sociaux (et notamment par la participation à des tontines<sup>22</sup>) fait entrer en jeu des mécanismes de solidarité ou de protection. Ces mécanismes apparaissent beaucoup plus efficaces – et surtout nécessaires dans certains cas – que la possession d'un compte individuel<sup>23</sup>. La disponibilité d'une épargne monétaire supposée oisive permet par exemple de consentir des prêts à ceux ou celles qui se trouvent dans le besoin, et donc potentiellement d'accroître sa reconnaissance sociale ou la capacité de recevoir ultérieurement soi-même un soutien analogue, si d'aventure on se trouvait un jour en difficulté. Tous les prêts de ce type ne sont pas consentis par des personnes reconnues socialement comme des prêteurs ; la pratique peut être occasionnelle et peut s'apparenter à une forme d'entraide, gratuite ou rémunérée, notamment parce que les échéances peuvent être négociées et reportées à la demande de l'emprunteur, ce qui transcende les catégories morales opposant solidarité et intérêt personnel<sup>24</sup>.

On voit que les comportements monétaires et financiers ne peuvent pas être réduits à un rapport mécanique à un support technique. Ils s'appuient sur et expriment les différents liens de confiance méthodiques et fonctionnelles (confiance qui sécurise les relations et permet de les gérer), hiérarchiques (confiance qu'apportent les normes juridiques, politiques, etc. des autorités publiques et privées et qui est intériorisée par les acteurs) mais aussi éthiques (confiance fondée sur des valeurs collectives). Ils sont donc horizontaux et verticaux. Ces liens structurent toute société et leur ensemble permet les relations de dettes et de partage et l'existence même de l'institution monétaire comme institution souveraine des sociétés<sup>25</sup>.

### III. CLOISONNEMENT DES RESSOURCES ET MOTIFS D'ÉPARGNE

Il est donc essentiel de saisir les jeux économiques et sociaux qui poussent les populations étudiées à « cloisonner » leurs dépenses et leurs épargnes sous des formes diverses, et à pratiquer des modes complémentaires d'illiquidité et de liquidité des ressources. L'existence de ces pratiques, aux dimensions à la fois individuelles et collectives, a été démontrée par de nombreuses études précédentes<sup>26</sup>, y compris par les chercheurs de la Banque mondiale<sup>27</sup>. Somville et Vandewalle remarquent eux-mêmes que l'ouverture d'un

<sup>22</sup> Selon Guérin *et alii*, 64% des ménages tamouls enquêtés participent à une ROSCAS ; celles où le lot est attribué par enchère étant utilisées davantage par les hommes et celles ayant le caractère aléatoire d'une loterie du fait du tirage au sort du bénéficiaire, un caractère plutôt féminin.

<sup>23</sup> J.-M. Servet (ed.), 1995, *Épargne et liens sociaux*, Paris, CDC.

<sup>24</sup> Sur le nécessaire dépassement de l'opposition gratuit/lucratif pour comprendre les pratiques monétaires et financières, voir notamment les travaux de Viviana Zelizer.

<sup>25</sup> Sur cette approche de la confiance voir notamment : Michel Aglietta, André Orléan (ed.), 1998, *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob ; J.-M. Servet, 1998, *L'euro au quotidien, une question de confiance*, Paris, Desclée de Brouwer ; Bruno Théret, (ed.), 2007, *La monnaie dévoilée par ses crises*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

<sup>26</sup> Voir par exemple Daryl Collins, Jonathan Morduch, Stuart Rutherford, Orlanda Ruthven, *Portfolio of the Poor*, Princeton University, 2009.

<sup>27</sup> Ainsi, le rapport de 2015 sur le développement indique à propos d'un projet au Kenya que « si la monnaie est fongible et si les avoirs en liquide peuvent être dépensés à tout moment, les gens tendent à allouer leurs fonds par un processus de « comptabilité mentale » où ils définissent des catégories de dépenses qui structurent leur façon de dépenser. », *World Development Report 2015, Mind, Society, and Behavior*, Washington DC, BIRD, 2015



compte bancaire suite aux incitations des autorités ne se traduit pas automatiquement par son utilisation effective. D'ailleurs, deux tiers des comptes ouverts dans le cadre du programme *People Money Scheme* semblent restés inactifs à ce jour. Mais cette prépondérance des transactions en liquide n'est pour eux qu'un trait général des économies informelles, où l'usage des paiements en liquide est le plus répandu. Alors qu'en réalité, les comportements d'épargne peuvent répondre à d'autres logiques et d'autres contraintes que celles des moyens de paiement.

Lorsqu'ils observent que certains bénéficiaires du programme épargnent une partie de la somme reçue sur un compte mais la dépensent aussitôt si elle est remise en cash, Somville et Vandewalle n'insèrent pas cette observation dans une analyse globale de l'arbitrage entre liquidité totale (pièces et billets) et différentes formes d'avoirs quasi liquides ou non liquides (épargne dite « en nature », métaux précieux, etc.). Pour cela, il leur aurait fallu étudier les différents motifs et formes d'épargne dans le contexte précis de l'enquête. Par exemple, ils ne révèlent aucune différence entre les hommes et les femmes pour ce qui est du choix de consommer ou d'épargner ; un constat assez surprenant dans le contexte indien, contredit par des enquêtes minutieuses qui révèlent le poids du genre sur la gestion des ressources au sein des ménages. Sur ce point précis, il aurait été utile de se demander, au-delà du sexe de celui ou celle qui reçoit la somme<sup>28</sup>, s'il existe ou non au sein des couples un contrôle de l'usage de cette somme, par exemple parce que cette dernière serait considérée comme appartenant à telle ou telle catégorie de ressources, et donc affectable à tel ou tel type de dépenses.

Plus généralement, tout économiste qui a lu Keynes sait que les motifs d'épargne sont multiples. Dans le contexte de pays en développement ou émergents, ces motifs peuvent être regroupés en quatre grandes catégories : consommation différée, précaution et sécurité, maintien de liens de solidarité, et enfin la réalisation d'un projet. Dans les économies en développement, ce dernier motif l'emporte largement sur la quête de rendement et le motif de spéculation, sans que ce dernier ne soit entièrement absent<sup>29</sup>. Rien ne serait plus erroné que d'imaginer que cette pluralité de motifs soit absente des choix de ménages à faibles revenus, uniquement soumis au court terme et à des contraintes immédiates de survie. Les Dalits mentionnés plus haut épargnent en or<sup>30</sup> pour plusieurs motifs : parce que le cours de celui-ci tend à augmenter, qu'il entre dans les dots ou qu'il peut facilement être mis en gage pour obtenir un prêt, mais aussi parce qu'il leur est pratiquement impossible d'acheter des terres. La fraction la plus déshéritée de la population indienne n'est donc pas dépourvue de stratégies spéculatives, de recherche de gain, d'anticipations, y compris par l'usage de l'épargne pour affirmer une position sociale.

---

p. 4.

<sup>28</sup> La version longue de l'enquête indique (p. 12) de façon très générale : « most respondents are involved in the household's decision about where and how much to save », sans s'interroger de manière fine sur les conséquences du contrôle des décisions financières au sein du couple.

<sup>29</sup> Voir une analyse de ces motifs d'épargner dans Jean-Michel Servet, *Banquiers aux pieds nus* Paris, Odile Jacob, 2006 p. 259-262. Il y est souligné la spécificité dans des économies en développement de l'épargne dite « projet », à bien distinguer de la simple consommation courante différée. Cette distinction est particulièrement importante pour ce qui est des transferts des migrants, dont une large partie est à tort considérée comme une ressource pouvant être mobilisée à des fins d'investissement, alors qu'elle n'est qu'une consommation différée du fait de l'éclatement des cellules familiales.

<sup>30</sup> I. Guérin, C. Fouillet, S. Kumar, M. Roesch, G. Venkatasubramanian, 2015, « Is the demand for microcredit in rural Tamil Nadu sustainable? » in : I. Guérin, M. Labie, J.-M. Servet (ed.), *The crises of microcredit*, London, New York, Zed Books, p. 90, 91. Voir aussi ci dessus note 13.

En proposant l'usage généralisé des comptes bancaires, les auteurs oublient par exemple que la dépense en monnaie reçue en liquide peut servir à augmenter l'épargne en nature. C'est donc un préjugé que de croire que la préférence des « pauvres » pour d'autres formes d'épargne que le compte bancaire tiendrait tout simplement au manque d'éducation.

#### IV. MARQUAGES SOCIAUX DE LA MONNAIE

Au-delà de l'application d'une méthode comportementaliste passe-partout qui se déroule avec une insuffisante observation préalable des communautés pour lesquelles ils ont élaboré leurs questionnaires, l'erreur de Somville et Vandewalle vient d'une méconnaissance des marquages moraux et sociaux de l'argent, tant dans ses sources que dans les dépenses qu'il permet<sup>31</sup>. Contrairement à une croyance largement répandue parmi les économistes<sup>32</sup>, une roupie n'équivaut pas une autre : la différence entre les deux s'appuie sur les des marquages moraux et sociaux des divers supports de la monnaie. Elle tient d'abord à l'affect, socialement et culturellement construit, quant à l'origine de la ressource monétaire. Dans des sociétés comme celles de l'Inde, où les notions de pureté et d'impureté sont essentielles aux yeux du plus grand nombre, il faudrait d'abord comprendre l'interprétation que les bénéficiaires ont donnée à la somme obtenue des enquêteurs. A-t-elle été reconnue comme une forme de rémunération, de don, voire de redistribution ? Ensuite, pour chaque type de marquage social observé, il conviendrait d'étudier comment le montant reçu a été classé et apprécié. Rien dans l'enquête ne laisse supposer que les bénéficiaires se seraient refusés à répondre à ces questions, si les chercheurs s'étaient donné la peine de les leur poser, notamment à travers une enquête sur les connotations et l'étymologie des termes employés pour décrire les opérations.

Certains bénéficiaires ont pu penser par exemple qu'il était souhaitable de ne pas toucher à cette somme s'ils voulaient continuer à la percevoir. Le surplus d'épargne signifierait alors, à leurs yeux, un projet inscrit dans la durée et lié à l'enquête elle-même. Cette représentation confère à l'argent reçu une sorte de couleur ou d'odeur, et contribue à en limiter le champ des usages possibles. La distinction entre la distribution en liquide ou par écriture sur compte peut signifier aux yeux des bénéficiaires une partie de la « qualité » de la somme encaissée, la catégorie dans laquelle elle est classée, son degré de pureté ou d'impureté par exemple (que l'on constate à propos des dettes selon la catégorie sociale

---

<sup>31</sup> Et de l'ignorance des travaux de Viviana Zelizer ou de Maurice Bloch et Jonathan Parry, pour ne citer que des auteurs anglo-saxons. Voir l'ensemble des extraits d'ouvrages et chapitres de Viviana Zelizer réunis et présentés sous le titre *Economic Lives. How culture shapes the economy*, Princeton University Press, 2011. Voir aussi les travaux réunis par Maurice Bloch et Jonathan Parry dans *Money and the Morality of exchange*, Cambridge University Press, 1989. En français la problématique a été présentée notamment par Jérôme Blanc, 2006, « L'articulation des monnaies : Questions sur la fongibilité et la convertibilité », Texte présenté lors de la journée d'étude *Souveraineté et espaces monétaires dans les Amériques*, CEPSE / LEPII, Université Pierre Mendès-France Grenoble 2 et MSH, 29-30 mai 2006, 36 p. Pour une approche synthétique de la sociologie de la monnaie, voir Damien de Blic, Jeanne Lazarus, 2007, *Sociologie de l'argent*, Paris, La Découverte.

<sup>32</sup> On peut remarquer que J. M. Keynes quand il intègre dans son *Treatise on Money* (1930) les effets des variations des dépenses monétaires sur les budgets des ménages a une vision plus sophistiquée de la monnaie que nombre d'économistes contemporains.

du prêteur). Cette qualification a aussi des conséquences sur le caractère divisible ou indivisible de la somme. Elle pourra alors être fractionnable dans son usage, ou au contraire ne pas l'être afin d'être conservée pour des dépenses de montant plus élevé.

Autrement dit, l'incitation à conserver une somme perçue avec tel ou tel objectif, ou à l'affecter à tel ou tel type de dépense, diffère selon la classification de l'origine de la ressource, du fait de la hiérarchie morale des sources de revenus. Cette classification détermine également le support utilisé pour la recevoir et la conserver (liquidité conservée de telle ou telle façon, en des lieux différents de la maison ou du corps, dans une relation informelle de dépôt ou de compte)<sup>33</sup>. On devrait se demander dans quelle catégorie est classée, et en quelque sorte hiérarchisée et cloisonnée, la rémunération reçue pour l'expérimentation, et étudier si cette catégorie dépend de la forme sous laquelle elle est perçue (au double sens du verbe percevoir). Cette classification pourrait par exemple expliquer pourquoi la somme reçue est conservée au-delà de la durée du projet (mais la question demeure toute entière de ce qui se passerait avec des sommes perçues d'autres façons qu'en participant à l'expérimentation). Elle pourrait aussi permettre de comprendre les pratiques « de billetterie » dans les lieux où des salaires sont obligatoirement versés sur des comptes, et où les bénéficiaires voient ceux-ci en grande partie aussitôt le virement effectué.

## V. INSTABILITÉ ET CONTRAINTES FINANCIÈRES

Les individus et les ménages utilisent la possibilité de répartir leurs ressources entre des supports monétaires différents – y compris grâce à une division physique de l'argent conservé en liquide – pour gérer au mieux leur budget et les contraintes financières. C'est pourquoi, s'ils avaient eu l'intention d'expliquer les comportements, les auteurs auraient dû analyser les caractéristiques socio-économiques des enquêtés<sup>34</sup> et apprécier leurs niveaux de revenus, leurs sources et les contraintes de leurs consommations à court, moyen et long termes, et leurs façons les plus courantes d'épargner (entendues au sens le plus large possible, y compris sous forme physique ou de prêts personnels). Ils auraient dû interroger les raisons spécifiques de conserver ou non l'argent, en totalité ou partiellement, sous telle ou telle forme, avant de prétendre proposer des solutions adéquates.

Parmi les différents facteurs qui entrent en jeu dans ces décisions, Somville et Vandewalle auraient découvert l'instabilité des revenus et des dépenses dans le temps. Les revenus des pauvres fluctuent d'autant plus qu'ils sont globalement faibles<sup>35</sup> ; de nombreuses études actuelles ont démontré d'ailleurs le rôle du microcrédit dans l'ajustement de ces flux. Une baisse ponctuelle mais forte de revenu, par exemple à la suite d'une maladie ou

<sup>33</sup> Jérôme Blanc, 2013, « Usages de l'argent et pratiques monétaires », in Philippe Steiner et François Vatin (dir.), *Traité de sociologie économique*, Deuxième édition., Paris, PUF, coll. « Quadrige », 2013, p. 673-710.

<sup>34</sup> Données p. 12 et 13 de la version longue.

<sup>35</sup> Des historiens et des sociologues ont récemment revisité de façon tout à fait pertinente les travaux menés par et à la suite de Le Play (voir sous la direction de Fabien Cardoni, le numéro des *Études sociales*, n°153, 2012, *Les pratiques sociales au prisme du budget*).

d'un accident, augmente le risque d'une pauvreté prolongée. Face à quoi, une politique visant à accroître l'épargne par l'usage accru de comptes de dépôt n'est qu'une réponse accessoire et largement insuffisante. On peut d'ailleurs penser, sur la base même de cette expérimentation et de ses résultats, qu'après une période d'enthousiasme les ménages réduiront l'usage du compte, en raison notamment des pressions à l'appauvrissement (les populations étant non assurées et non couvertes par une véritable protection publique).

Compte tenu des différentes contraintes subies par ces ménages, et notamment le difficile accès à une agence bancaire dans les zones rurales<sup>36</sup>, on peut douter que de l'usage accru du compte bancaire pour gérer des revenus « normaux » (autres que ceux procurés par l'expérimentation) résulte un accroissement considérable et durable des revenus. Faute d'une grille de lecture contextualisée et d'observations approfondies des conditions de vie, cette approche par test ne permet pas d'expliquer les mentalités et les usages en matière monétaire et financière.

Une fois l'expérimentation terminée, les suggestions politiques qui pourraient en être tirées sont donc dépourvues d'une base empirique et théorique suffisamment solide pour prétendre à une utilité pratique. Le besoin d'épargner en Inde est notamment dû aux carences de la protection sociale et médicale, qui expliquent les (re)chutes dans la pauvreté bien plus que les pratiques d'épargne. Les frais de santé jouent un rôle essentiel dans le surendettement de très nombreux ménages. Les solutions en la matière impliqueraient non des incitations à épargner pour couvrir individuellement ces risques, mais la mutualisation de ces derniers grâce à une forte implication des pouvoirs publics associés à des organisations de la société civile. Une des principales limites de la méthode comportementaliste est d'accorder une importance essentielle à l'expérimentation sur une base individuelle, au détriment de l'observation, à niveaux macro, méso et micro, de l'analyse des interdépendances entre les niveaux collectif et individuel et de la comparaison entre sociétés différentes.

## VI. CONCLUSION

Le préjugé économiste du rapport entre l'argent et ses usagers, et les limites de la méthode expérimentale et des approches comportementalistes, expliquent la vacuité des résultats obtenus par une expérimentation comme celle de Somville et Vandewalle. La démarche néglige les effets collectifs et collatéraux, car le collectif est vu comme un simple agrégat de faits individuels. Difficile de ne pas la comparer aux expérimentations menées sur le microcrédit, où les effets collatéraux négatifs de la distribution des prêts sont largement ignorés : là où un usage productif est fait des prêts accordés, la clientèle gagnée par les bénéficiaires se fait au détriment d'autres producteurs et commerçants locaux, plutôt que d'accroître la demande globale.

---

<sup>36</sup> L'extension de transferts par téléphone portable ou à partir de bornes ouvre des nouvelles possibilités qu'il conviendrait d'observer, y compris pour connaître le type de transactions que les populations font et souhaitent faire sous cette forme. Toutefois, l'illusion commune d'une technique pouvant être appréhendée sans ses dimensions sociales et culturelles et seulement d'un point de vue fonctionnel est un obstacle à la compréhension des changements en cours.

Comment comprendre que des économistes spécialisés dans l'étude de l'épargne dans les pays en développement et émergents ignorent à ce point le poids de l'épargne en nature ? Il s'agit probablement d'une sorte de complexe de supériorité scientifique et de sectarisme disciplinaire. À leurs yeux, « produire une preuve » peut largement se passer d'observations minutieuses du fonctionnement des sociétés, de comparaisons des pratiques et des catégories de pensée des différents groupes humains, et pour tout dire des connaissances accumulées par les sciences sociales depuis des décennies. Ce qui explique aussi que leurs réponses généralement simplistes séduisent tant les décideurs et les bailleurs de fonds. Mais puisqu'ils échouent à révéler les mécanismes profonds de l'usage de la monnaie et des choix d'épargne, deux questions restent en suspens : combien de temps durera la séduction pour cette méthode expérimentale ? Et surtout, comment envisager une véritable interdisciplinarité dans l'étude du développement afin de comprendre les articulations entre collectif et individuel ?